

1. Introduction

La première conférence internationale sur la transition vers la sortie des combustibles fossiles (TAFF-1) s'est tenue en avril dernier à Santa Marta, en Colombie. Son organisation a été décidée par la **Coalition mondiale pour la sortie des combustibles fossiles** lancée à l'occasion de la Trentième Conférence des Parties (COP30) à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques (CCNUCC) qui s'est tenue à Belém, au Brésil, en novembre 2025.

Vingt-quatre (24) pays « **prêts à passer à l'action** » ont pris, à cette occasion, l'initiative de créer cette coalition dont l'objectif central est de donner corps à la décision politique prise en 2023 à la COP28 (Dubai) dans le cadre du premier Bilan Mondial (GST-1) de mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le Climat. Les pays ont en effet reconnu, dans ce cadre, « *la nécessité de se détourner des combustibles fossiles de manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action dans cette décennie cruciale¹* », proposant explicitement de réaliser « **d'ici le milieu du siècle, une transition énergétique visant à éliminer les combustibles fossiles des systèmes énergétiques pour atteindre la neutralité carbone²** ».

La Coalition s'inscrit de fait dans la dynamique lancée en octobre 2020 par un réseau d'ONG, de chercheurs, de leaders communautaires et de militants climatiques en faveur d'un **Traité de non-prolifération des combustibles fossiles** (TNPCF)³. Ce traité, faisant ironiquement écho au traité **TNP** de non-prolifération des armes nucléaires, vise principalement l'établissement d'un régime international dédié à la gestion de la transition vers l'abandon des combustibles fossiles et à l'élimination progressive de leur production.

Ce numéro du bulletin porte sur ce processus dont l'ampleur va croissant avec la création de la Coalition qui en constitue le bras diplomatique, et l'organisation d'une Conférence internationale qui lui procure une tribune mondiale. Après un bref retour sur les prémices de ce processus, le bulletin présente sommairement le Traité TNPCF, la Coalition TAFF à travers sa déclaration, et les résultats de la Conférence de Santa Marta. L'engagement d'un organisme scientifique comme l'IRENA dans le processus est illustré en donnant un aperçu de sa dernière publication intitulée *Transitioning Away From Fossil Fuels*.

¹ Belem declaration on the transition away from fossil fuels, 21 November 2025, https://porelclima.org/images/2025/Belem_documentos/COP30_BELEM-DECLARATION-TAFF.pdf

² UN Climate Change, *Outcome of the First Global Stocktake*, <https://unfccc.int/topics/global-stocktake/about-the-global-stocktake/outcome-of-the-first-global-stocktake>

³ UNFCCC, *Fossil Fuel Non-Proliferation Treaty, Submission in response to the call for inputs to the first Global Stocktake*, March 2023, <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/202303061752---Fossil%20Fuel%20Non-Proliferation%20Treaty%20-%20GST%20Submission.pdf>; et Fossil Fuel Treaty Initiative, <https://www.fossilfueltreaty.org/>

2. Sortir des fossiles : des initiatives isolées à une démarche structurée

2.1 Un TNP pour les combustibles fossiles

La Fossil Fuel Non-Proliferation Treaty Initiative, un réseau d'ONG, de chercheurs, de leaders communautaires et de militants climatiques, peut être considérée comme la première à mettre sur la place publique l'idée d'une sortie organisée des combustibles fossiles.

L'initiative que ce réseau lance en 2020 et le Traité de Non-Prolifération des Combustible Fossiles qu'il porte, visent les trois principaux objectifs suivants : i) Sortir du placard « la sortie des combustibles fossiles », ii) Arrêter l'expansion des combustibles fossiles responsables de **86 % des émissions mondiales de CO₂**; iii) Éliminer progressivement leur production existante; iii) Réaliser une transition loin d'eux, une transition juste pour les travailleurs et les communautés concernés. Le projet de traité bénéficie aujourd'hui d'un soutien qui va se renforçant comme l'illustre le tableau ci-dessous.

Catégorie	Nombre	Exemples
États soutenant officiellement	10	Vanuatu, Tuvalu, Colombie, Fidji
Institutions internationales	2	OMS, Parlement européen
Villes signataires	100+	Vancouver, Montréal, Los Angeles, Paris
Scientifiques	3 000+	Communauté scientifique internationale
Prix Nobel	101	Lauréats de diverses disciplines
Entreprises	400+ dirigeants	Tribune Le Monde (2023)
ONG et organisations	2 000+	Stand.earth, 350.org

2.2 Le Scénario zéro émissions nettes de l'AIE

C'est aussi en 2020 que la Présidence de la COP26 qui devait se tenir à Glasgow (Royaume Uni) en novembre 2021, demande à l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE – IEA) d'indiquer ce que signifierait pour le secteur de l'énergie l'atteinte de l'objectif de 1,5 °C. En réponse, l'AIE élabore son Scénario **Net Zero Emission by 2050** (Scénario Zéro Émissions Nettes d'ici 2030 (NZE2050 – ZÉN2050). Les résultats des simulations ont été publiés en mai 2021 dans le rapport **Net Zero by 2050: A Roadmap for the Global Energy Sector**.

Ce rapport participe pleinement des prémices de l'initiative **Sortir des combustibles fossiles**. Il montre très clairement que **pour maintenir l'objectif d'un réchauffement limité à 1,5 °C à portée de main, le monde doit renoncer immédiatement à tout nouveau projet d'investissement dans l'approvisionnement en combustibles fossiles**.

La Feuille de route ci-dessous, tirée de ce rapport, pose une série de jalons vers l'objectif 1,5°C dont les tous premiers sont « **Dès 2021, Aucune nouvelle centrale au charbon approuvée et Aucun nouveau gisement de pétrole et de gaz approuvé** ».



Ce rapport aura un impact décisif sur la suite des négociations relatives à la CCNUCC et à l'Accord de Paris sur le Climat.

Pour la première fois dans l'histoire de ces négociations, les termes comme la « réduction progressive » (phase-down) du charbon et la « sortie » des subventions inefficaces aux énergies fossiles font leur entrée dans un texte final, celui de Glasgow notamment, malgré des résistances fortes.

2.3 La coalition Boga

Un groupe de pays mené par le Danemark et le Costa Rica décide dans cette nouvelle dynamique de ne pas attendre un accord mondial total pour agir. Il crée en novembre 2021, à Glasgow même, la **Coalition BOGA** (Beyond Oil and Gas Alliance) dont l'objectif central est d'introduire dans les négociations internationales **la thématique de la sortie maîtrisée des hydrocarbures**.

La coalition Beyond Oil and Gas (BOGA)

Membres fondateurs : Danemark, Costa Rica + 10 autres pays ou entités (France, Québec, Californie, Irlande, Italie, Nouvelle-Zélande, Portugal, Suède, Pays de Galles, Groenland).

Leurs engagements

- Arrêter les **nouvelles concessions** pétrolières et gazières.
- Fixer une **date d'arrêt de la production** (ex. Danemark : horizon 2050).

Leur Objectif

Faire entrer la thématique de la **sortie maîtrisée** des hydrocarbures dans les négociations internationales.

BOGA constitue la **première coalition structurée** visant explicitement la fin de la production de combustibles fossiles. Elle préfigure les coalitions plus larges qui émergeront après la COP28.

2.4 La COP de Dubaï et le Bilan Mondial

C'est cependant la COP28, celle de Dubaï (décembre 2023), qui donne le signal politique mondial dont les pays avaient besoin pour créer un cadre mondial officiel d'action concertée dédiée à la sortie des combustibles fossiles. L'une des principales résolutions de la COP28 tirée des résultats du Premier **Bilan Mondial (Global Stocktake)**⁴ de la mise en œuvre de l'Accord de Paris est explicite de ce point de vue. Elle « *engage les Parties à **opérer une transition juste, ordonnée et équitable vers une sortie des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques, en accélérant l'action pendant cette décennie critique, afin d'atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici à 2050, conformément aux données scientifiques*** »⁵, le rapport de l'AIE susvisé étant l'une des sources de ces données scientifiques

C'est la première fois, indiquent les spécialistes, qu'un accord de COP mentionne la transition hors des combustibles fossiles. Cela influencera notablement, pour beaucoup de pays et organisations, les révisions des CDN (Contributions Déterminées au niveau National) prévues pour 2025. Ces pays et organisations militent publiquement pour la création i) d'une **plateforme mondiale** de suivi des engagements de Dubaï, ii) d'un **cadre de coopération** pour sortir progressivement du pétrole, du gaz et du charbon, et iii) d'un espace de dialogue sur les **implications socio-économiques** de cette transition.

2.5 Une tentative ratée, un bloc de pays pionniers coalisés

Ces pays et organisations seront à la manœuvre à Belém, au Brésil, lors de la COP30 (novembre 2025), dans la tentative ratée d'imposer dans l'ordre du jour des COP une feuille de route concrète pour l'abandon progressif des combustibles fossiles, comme recommandé par le Bilan Mondial. Plus de 80 pays, incluant des nations européennes, latino-américaines, africaines, asiatiques, ainsi que des petits États insulaires, appuyaient cette tentative. Plusieurs autres pays, en Afrique comme en Asie, dont l'économie dépend fortement de ces combustibles, s'y sont opposés cependant fermement, exigeant des compensations financières massives pour résorber les pertes de revenus qu'entraînerait la sortie de ces combustibles.

Tirant les leçons de cet échec, un groupe de 24 pays, menés par la Colombie et l'Australie adopte et signe la Déclaration de Belém.

2.6 La Déclaration de Belém sur les fossiles

La Déclaration de Belém sur la Transition loin des combustibles⁶ adoptée lors de la COP30 est sans équivoque sur l'intention des 24 pays signataires dès le premier paragraphe. « *Nous, les soussignés, réunis à la COP30 à Belém do Pará, réaffirmons notre détermination commune à travailler collectivement pour une transition juste, ordonnée et équitable loin*

⁴ GSI, *La COP de Dubaï, une COP pour repenser, relancer et recentrer l'agenda climatique*, décembre 2023, <https://globalshift.ca/la-cop-de-dubai-une-cop-pour-repenser-relancer-et-recentrer-lagenda-climatique/>

⁵ UNFCCC, *Résultats du premier bilan mondial*, 1/CMA.5, 15 mars 2024, https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cma2023_16a01F.pdf

⁶ Belém Declaration on the Transition Away from Fossil Fuels, Novembre 2025, https://porelclima.org/images/2025/Belem_documentos/COP30_BELEM-DECLARATION-TAFF.pdf

des combustibles fossiles, en accord avec des trajectoires compatibles avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C ».

Les 24 pays signataires de la Déclaration de Belém

Lors de la COP30 à Belém (en novembre 2025), face à l'absence de plan contraignant sur les énergies fossiles dans le texte officiel de l'accord onusien, 24 pays ont pris l'initiative de lancer la Déclaration de Belém pour la transition vers la sortie des combustibles fossiles (*Belém Declaration to transition away from fossil fuels*), sous l'impulsion de la Colombie des pays comme l'Australie, le Chili et le Panama, et en partenariat avec les Pays-Bas.

Les 24 pays signataires sont : Australie, Autriche, Belgique, Cambodge, Chili Colombie, Costa Rica, Danemark, Espagne, Fidji (Îles), Finlande, Irlande, Jamaïque, Kenya, Luxembourg, Marshall (Îles), Mexique, Micronésie, Népal, Panama, Pays-Bas, Slovénie, Tuvalu, Vanuatu.

Les pays signataires se constituent en « *Coalition of frontrunner nations to phase out coal, oil and gas* », la Coalition des nations pionnières pour sortir du charbon, du pétrole et du gaz. La Coalition s'est donné comme mission de « *transformer les grandes promesses de la COP28 en un plan d'action opérationnel pour réduire les émissions mondiales* » en mettant de l'avant les axes clés d'action suivants :

- *Accélérer le déploiement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ;*
- *Soutenir les travailleurs et les régions dépendantes du secteur fossile, via la reconversion, la diversification économique et la protection sociale ;*
- *Renforcer les moyens de mise en œuvre, incluant financements, technologies et capacités techniques ;*
- *Réformer l'architecture financière internationale pour améliorer l'accès des pays en développement à des financements non générateurs de dette ;*
- *Promouvoir des économies résilientes et inclusives, réduisant la dépendance structurelle aux revenus fossiles ;*
- *Éliminer rapidement les subventions inefficaces aux combustibles fossiles.*

Sa toute première décision, contenue dans la Déclaration, est « *d'organiser une conférence internationale en avril 2026, comme plateforme pour faire avancer les dialogues visant à accélérer la transition loin des combustibles fossiles après la COP30* »

2.7 La conférence de Santa Marta

La *Première Conférence internationale sur la transition vers la sortie des combustibles fossiles* (First Conference on Transitioning Away from Fossil Fuels ou TAFF-1), coorganisée par la Colombie et les Pays-Bas, s'est tenue à Santa Marta (Colombie) du 24 au 29 avril 2026, avec un segment ministériel et de haut niveau les 28 et 29 avril.

57 pays ont officiellement pris part à la conférence de haut niveau, aux côtés de plus de 1 000 à 1 500 délégués représentant 13 grands groupes d'intérêt (société civile, peuples autochtones, monde académique, secteur privé, collectivités territoriales et syndicats).

L'un des principaux résultats de la Conférence est la mise en place d'une plateforme d'action durable structurée autour des cinq axes donnés dans l'encadré ci-dessous. La conférence s'est conclue avec i) le lancement formel et l'activation des trois grands axes de travail

thématiques retenus (cf Encadré), et ii) l'annonce, applaudie, de la 2^{ème} édition de la Conférence internationale sur la sortie des combustibles fossiles coorganisée en 2027 par Tuvalu et l'Irlande.

Principal résultat de la Conférence de Santa Marta

L'un des principaux résultats de la Conférence de Santa Marta est la mise en place d'une plateforme d'action durable structuré autour des points suivants

- ✓ Le lancement du **Groupe scientifique pour la transition énergétique mondiale** (Science Panel for the Global Energy Transition - SPGET), un panel d'experts chargé d'appuyer scientifiquement les États dans leur sortie des énergies fossiles.
- ✓ La création d'un **Groupe intergouvernemental de coordination** dont l'objectif est d'assurer la continuité entre les sommets, à lier les différentes initiatives existantes et à éviter les doublons (composé de pays pionniers et conseillé par le groupe de pilotage de la COP30).
- ✓ La mise en place de **3 axes de travail thématiques ciblés**, portant respectivement sur i) la réduction de la dépendance économique aux énergies fossiles; ii) la transformation de l'offre et de la demande d'énergie; iii) le renforcement de la coopération internationale et des mécanismes de financement (notamment pour les pays émergents).
- ✓ **L'alignement stratégique avec les processus onusiens** en concevant les conclusions de Santa Marta pour qu'elles alimentent les feuilles de route des **COP30** et **COP31**, ainsi que le **futur Bilan mondial** (*Global Stocktake*).
- ✓ L'adoption de la **Déclaration populaire (*People's Declaration*)**⁷, un cadre politique et programmatique rigoureux issu des dialogues préalables de la société civile, fixant les exigences de justice sociale et climatique.

3. Le Rapport de l'IRENA sur la transition loin des combustibles fossiles

Le rapport d'IRENA, *Transitioning Away from Fossil Fuels: A roadmap powered by renewables, electrification and grid enhancement* (2026) a été publié le 20 mai 2026. Il a été élaboré en collaboration avec la présidence brésilienne de la COP30 pour soutenir l'initiative que la présidence a lancé à cette COP sur la transition hors des combustibles fossiles (TAFF), dans une perspective visant l'élaboration d'une feuille de route réaliste pour sortir de ces combustibles. Il actualise de fait le *Scénario 1,5 °C* d'IRENA conçu et mis en œuvre dans la même perspective que le *Scénario NZE2050* de l'AIE susvisé.

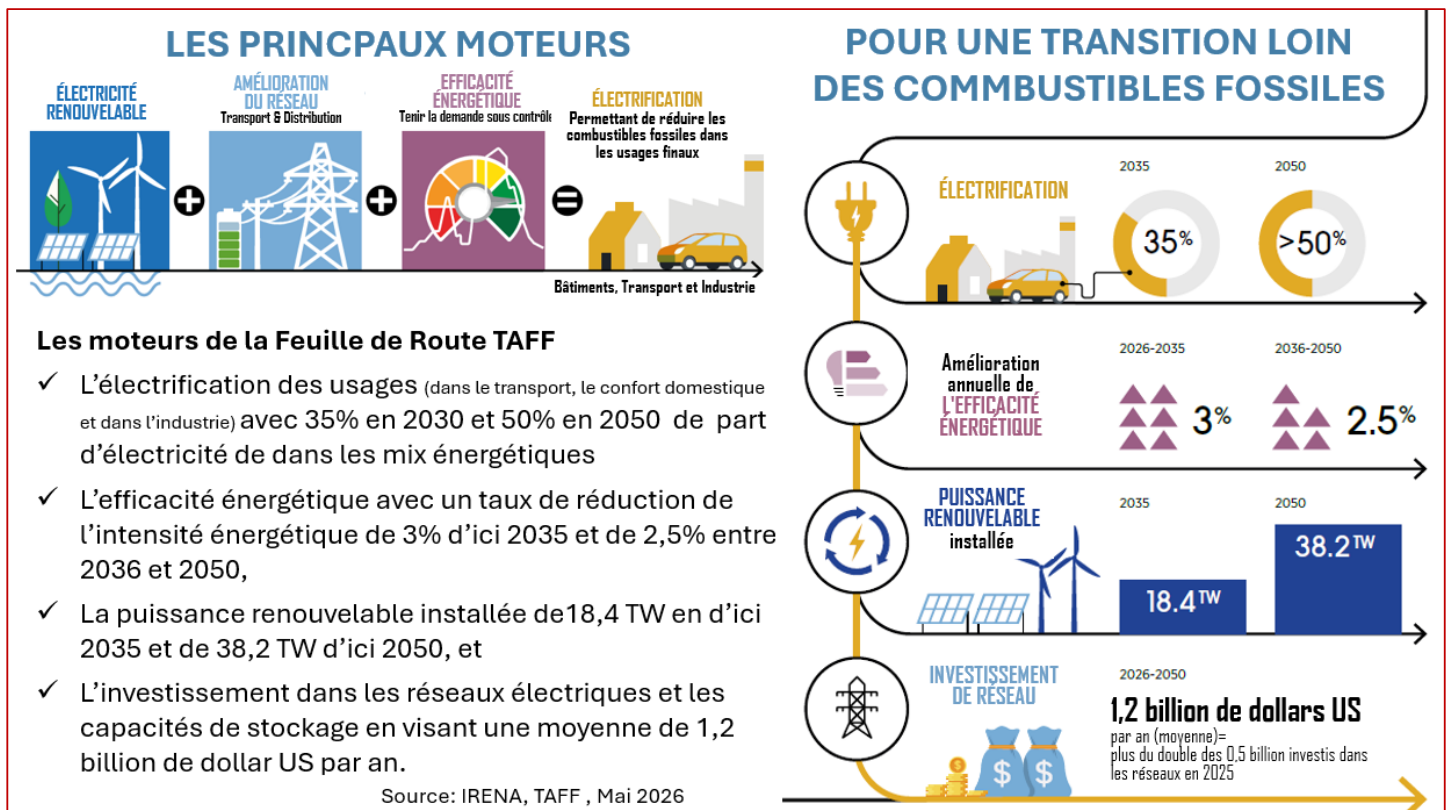
Pour l'Agence IRENA, la Feuille de route TAFF doit être pensée comme une plateforme clé pour définir un nouveau chemin cohérent vers la carboneutralité permettant de relever à la fois les défis climatiques, de sécurité énergétique et de développement.

Il faudra pour cela, indique l'Agence, adopter une approche multisectorielle combinant des choix judicieux de politique, une réglementation et des réformes institutionnelles adéquates, des infrastructures adaptées, un financement suffisant et une coopération

⁷ People's Declaration for a rapid, equitable, and just Transition for a Fossil-Free Future; Avril 2026, <https://fossilfreerising.org/declaration>

internationale élargie. Il faudra surtout que le monde change la façon dont il utilise les services énergétiques et la manière dont il produit et transporte l'énergie, affirme-t-elle.

Le schéma ci-dessous, tiré du Rapport d'IRENA, donne quelques chiffres clés quant aux efforts requis en termes i) d'électrification des usages, ii) d'efficacité énergétique, iii) de puissance renouvelable installée et iv) d'investissement dans les réseaux électriques.



Les axes STRATÉGIQUES et objectifs clés suivants sont au cœur de cette transition qui va bien au-delà de l'augmentation de la capacité renouvelable, indique l'IRENA :

- ✓ **L'électrification des usages, le moteur principal.** Pour rester sur une trajectoire compatible avec l'objectif de 1,5°C, l'électricité doit représenter 35 % de la consommation énergétique finale totale d'ici 2035, et plus de 50 % d'ici 2050. L'électrification sera tout particulièrement marquée dans les secteurs du bâtiment (plus de 75 % d'ici 2050), de l'industrie (plus de 40 %) et du transport (plus de 45 %).
- ✓ **Le renforcement des infrastructures et des réseaux.** L'électrification rapide impose des investissements sans précédent. Les investissements annuels dans les réseaux doivent passer de 0,5 billion USD en 2025 à environ 1 billion USD par an entre 2026 et 2035, pour atteindre un cumul de 29 billions USD d'ici 2050.
- ✓ **La flexibilité des systèmes électriques et le stockage de l'énergie.** La croissance des énergies renouvelables variables nécessite une flexibilité accrue du système. La capacité mondiale de stockage installée doit passer de 416 GW en 2025 à 2 530 GW en

2035, puis à 6 859 GW d'ici 2050, accompagnée d'une gestion plus dynamique de la demande.

- ✓ **La complémentarité des carburants durables.** Bien que l'électricité devienne le vecteur énergétique dominant, les carburants durables (biocarburants, hydrogène vert, etc.) restent essentiels pour décarboner les secteurs difficiles à électrifier, tels que le transport maritime et l'aviation.

Des politiques nationales cohérentes et une coopération internationale renforcée seront nécessaires pour suivre la route tracée, précise l'IRENA. Elle préconise ainsi:

- ✓ D'éliminer les subventions aux combustibles fossiles en alignant les signaux de prix, notamment par l'intégration des coûts du carbone.
- ✓ D'assurer une gouvernance intégrée en coordonnant les politiques entre les secteurs de l'énergie, de l'industrie, des transports et du bâtiment pour éviter les décalages entre l'offre et la demande.
- ✓ De soutenir les pays en développement par la mobilisation des financements concessionnels et le transfert de technologies permettant de garantir une transition juste, équitable et inclusive.

4. Conclusion

Ce numéro du bulletin porte sur le processus engagé depuis quelques années pour organiser la transition loin des combustibles fossiles.

Il décrit le cheminement ayant permis de passer d'une initiative isolée portée par la société civile, à une coalition dynamique de pays prêts à agir dans les Conférences des Parties sur le climat, et en dehors, pour donner corps à la décision politique prise en 2023 à la COP28 (Dubai) dans le cadre du premier Bilan Mondial (GST-1) de mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le Climat.

Dès 2020, la société civile s'est structurée autour d'un projet de Traité de non-prolifération des combustibles fossiles (TNPCF), inspiré des traités nucléaires. Cette initiative a rapidement trouvé un écho auprès de milliers de scientifiques, de villes et d'institutions internationales.

Sur le plan institutionnel, le rapport prospectif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié en 2021 a posé une base claire : pour contenir le réchauffement à 1,5 °C, il faut cesser immédiatement tout nouveau projet d'approvisionnement de combustibles fossiles. Cette dynamique a incité des pays comme le Danemark et le Costa Rica à lancer l'alliance BOGA (Beyond Oil and Gas Alliance) pour freiner la production de ces combustibles.

Le tournant politique mondial a finalement eu lieu lors de la COP28 à Dubai en 2023, où le premier **Bilan mondial** (GST-1) de mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le Climat a formellement « *engagé les Parties à opérer une transition juste, ordonnée et équitable vers une sortie des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques* ».

Face au blocage, lors de la COP30 à Belém (2025), de la tentative d'imposer dans l'ordre du jour des COP une feuille de route concrète pour mettre en œuvre cette résolution, 24 nations pionnières ont pris la décision, en signant **la Déclaration de Belém**, de former une coalition

résolue à transformer les promesses climatiques, celles de Dubaï notamment, en plans d'action concrets.

La première Conférence internationale (TAFF-1) que ces nations ont organisé à Santa Marta (Colombie) en avril 2026, a réuni 57 pays et plus d'un millier de multiples acteurs. Elle a principalement permis :

- ✓ De créer un panel d'experts chargé d'appuyer scientifiquement les États dans les processus de sortie des énergies fossiles,
- ✓ De mettre en place un Groupe intergouvernemental de coordination dont l'objectif est d'assurer la continuité entre les COP et de mettre en synergie les différentes initiatives et,
- ✓ D'adopter un programme de travail en trois axes thématiques centrés sur i) la réduction de la dépendance économique aux énergies fossiles, ii) la transformation de l'offre et de la demande d'énergie et iii) le renforcement de la coopération internationale et des mécanismes de financement.

La présentation du rapport d'IENA à la fin du bulletin illustre l'engagement de cet organisme dans le processus de sortie des combustibles fossiles pour lequel il propose, à la demande de la présidence de la COP30, une Feuille de route décrivant les stratégies et les politiques idoines.

Bibliographie

1. Belem declaration on the transition away from fossil fuels, 21 November 2025, https://poreclima.org/images/2025/Belem_documentos/COP30_BELEM-DECLARATION-TAFF.pdf
2. UN Climate Change, *Outcome of the First Global Stocktake*, <https://unfccc.int/topics/global-stocktake/about-the-global-stocktake/outcome-of-the-first-global-stocktake>
3. UNFCCC, *Fossil Fuel Non-Proliferation Treaty, Submission in response to the call for inputs to the first Global Stocktake*, March 2023, <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/202303061752---Fossil%20Fuel%20Non-Proliferation%20Treaty%20-%20GST%20Submission.pdf>; et Fossil Fuel Treaty Initiative, <https://www.fossilfueltreaty.org/>
4. GSI, *La COP de Dubaï, une COP pour repenser, relancer et recentrer l'agenda climatique*, décembre 2023, <https://globalshift.ca/la-cop-de-dubai-une-cop-pour-repenser-relancer-et-recentrer-lagenda-climatique/>
5. UNFCCC, *Résultats du premier bilan mondial*, 1/CMA.5, 15 mars 2024, https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cma2023_16a01F.pdf
6. Belém Declaration on the Transition Away from Fossil Fuels, Novembre 2025, https://poreclima.org/images/2025/Belem_documentos/COP30_BELEM-DECLARATION-TAFF.pdf
7. People's Declaration for a rapid, equitable, and just Transition for a Fossil-Free Future; Avril 2026, <https://fossilfreerising.org/declaration>